



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Avril 2017



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -57,93 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin avril 2017 s'élève à -57,93 Md€ contre -57,01 Md€ à fin avril 2016. Ce solde s'explique essentiellement par une

hausse des dépenses nettes de 3,37 Md€ et une augmentation des recettes nettes de 2,48 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 116,21 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 15,22 Md€ essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » correspondant à l'abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 6,47 Md€ dont 2,74 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,78 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 5,32 Md€ dont 3,14 Md€ au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » et 1,39 Md€ au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

✓ Mission **Défense** : 3,66 Md€ dont 1,80 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 1,01 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,93 Md€ dont 1,98 Md€ dédiés au programme « Handicap et dépendance » et 0,86 Md€ au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,59 Md€ partagé essentiellement entre le programme « Police nationale » à hauteur de 0,83 Md€ et le programme « Gendarmerie nationale » à hauteur de 0,74 Md€ ;

Les dépenses nettes à fin avril 2017 s'élèvent à 116,21 Md€ contre 112,83 Md€ à fin avril 2016. Cette évolution résulte notamment des hausses des dépenses d'intervention (+2,12 Md€), des dépenses

de personnel (+1,34 Md€) et des dépenses de fonctionnement (+1,18 Md€) compensées en partie par la baisse des charges de la dette de l'Etat (-1,37 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 81,95 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 13,81 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 4,56 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 3,65 Md€ dont 1,61 Md€ au titre des autres taxes intérieures, 0,82 Md€ de mutations à titre gratuit par décès et 0,58 Md€ de taxe sur les installations nucléaires de base ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,03 Md€ dont -2,57 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,56 Md€.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 97,37 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin avril 2017 s'élèvent à 97,37 Md€ contre 95,08 Md€ à fin avril 2016.

Cette évolution (+2,28 Md€) s'explique notamment par les hausses de 2,97 Md€ des recettes de TVA et des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 2,55 Md€ (essentiellement en raison de la hausse des autres taxes intérieures notamment la taxe intérieure sur la

consommation finale d'électricité). Cependant, cette évolution positive est partiellement compensée par des baisses de recettes de TICPE (-1,73 Md€), des recettes nettes d'IR (-0,58 Md€), des autres impôts directs et taxes assimilées (-0,41 Md€) et des recettes nettes d'IS (-0,40 Md€).

Recettes non fiscales : 1,94 Md€

Les recettes non fiscales à fin avril 2017 s'élèvent à 1,94 Md€ contre 3,44 Md€ à fin avril 2016. Cette baisse (-1,50 Md€) s'explique essentiellement par la baisse des produits du domaine de l'Etat de 0,81 Md€ (essentiellement les redevances d'usage des fréquences

radioélectriques) ainsi que par la réduction du montant des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,76 Md€ (essentiellement le produit des amendes prononcées par les autorités de la concurrence).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -18,31 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -18,31 Md€ à fin avril 2017 contre -19,61 Md€ à fin avril 2016. Cette variation de +1,30 Md€ s'explique par de moindres prélèvements au profit des

collectivités territoriales (+0,89 Md€) et la baisse des prélèvements au profit de l'Union européenne (UE) pour 0,41 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -23,67 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses à hauteur de 15,46 Md€ correspondant essentiellement au paiement des OAT à taux fixe et des recettes pour 15,37 Md€ notamment au

titre de l'abondement du budget général. Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,32 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,95 Md€.

A fin avril 2017, le solde des comptes spéciaux s'établit à -23,67 Md€ contre -23,64 Md€ à fin avril 2016. L'augmentation du solde des comptes de commerce (+3,83 Md€ en raison des recettes au compte « Soutien financier au commerce extérieur ») est compensée par les réductions des soldes des

comptes d'affectation spéciale (-1,96 Md€ en raison des opérations du compte « Participations financières de l'Etat ») et des comptes de concours financiers (-1,86 Md€ en raison de la hausse des avances à l'ASP).

Dette financière de l'Etat au 30 avril : 1 670,11 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 45,59 Md€) et les BTF (émissions

nettes de remboursements de 12,92 Md€). Le montant net des BTAN a diminué de 16,16 Md€ depuis le début de l'année.



	Mois	Cumul à fin avril		Renvoi Page
	Avril	2017	2016 retraité 2016 exécuté	
unité : million d'€.				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-28 361	-57 925	-57 011 -56 460	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	41 472	116 205	112 834 111 704	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	17 328	81 946	79 467 78 888	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	4 557	27 182	27 759 27 758	
- IS *	-1 202	6 429	6 832 6 832	
- TVA	13 811	51 072	48 106 48 060	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 217	-23 666	-23 644 -23 644	15
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	6 093	103 899		16
Dettes financières de l'Etat	-11 352	1 670 105		17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Dépenses de personnel	10 521	42 977	41 634	41 647
Dépenses de fonctionnement	7 238	20 583	19 402	19 253
Charges de la dette de l'Etat	15 206	15 489	16 856	16 856
Dépenses d'investissement	1 146	3 511	3 564	3 564
Dépenses d'intervention	7 289	31 822	29 707	28 713
Dépenses d'opérations financières	71	831	683	683
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	41 472	116 205	112 834	111 704
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	21 110	97 367	95 084	94 516
Recettes non fiscales	650	1 935	3 438	3 438
Prélèvements sur recettes	-4 584	-18 306	-19 610	-19 621
Fonds de concours	153	951	556	556
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	17 328	81 946	79 467	78 888
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	21 913	100 253	99 078	98 509
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-24 143	-34 259	-33 367	-32 816
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 153	180	2 135	2 135
Solde des comptes de concours financiers	-5 407	-27 995	-26 140	-26 140
Solde des comptes de commerce	36	4 199	368	368
Solde des comptes d'opérations monétaires	-6	-208	-10 257	-10 257
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-4 217	-23 666	-23 644	-23 644
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-28 361	-57 925	-57 011	-56 460



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 521	42 977	41 634	41 647
Rémunérations d'activité	6 088	24 349	23 567	23 574
Cotisations et contributions sociales	4 386	18 387	17 795	17 801
Prestations sociales et allocations diverses	48	242	272	272
AUTRES TITRES	30 951	73 228	71 200	70 057
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	7 238	20 583	19 402	19 253
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 812	7 978	7 449	7 423
Subventions pour charges de service public	5 426	12 605	11 953	11 830
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	15 206	15 489	16 856	16 856
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	15 206	15 489	16 856	16 856
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 146	3 511	3 564	3 564
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 007	2 645	2 955	2 955
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	139	866	609	609
Titre 6 - Dépenses d'intervention	7 289	31 822	29 707	28 713
Transferts aux ménages	3 767	15 625	13 234	13 605
Transferts aux entreprises	869	5 848	5 083	3 842
Transferts aux collectivités territoriales	988	2 511	2 684	2 638
Transferts aux autres collectivités	1 666	7 826	8 699	8 620
Appels en garantie	0	11	8	8
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	71	831	683	683
Prêts et avances	0	277	4	4
Dotations en fonds propres	71	127	144	144
Dépenses de participations financières	0	427	535	535
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	41 472	116 205	112 834	111 704



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2017		Cumul à fin avril 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	146	180	1 349	1 037	1 371
Action de la France en Europe et dans le monde	99	107	726	660	883
Diplomatie culturelle et d'influence	25	53	469	234	205
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	21	154	143	142
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	0	0	0	0	141
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	242	228	1 002	916	958
Administration territoriale	134	144	571	538	519
Vie politique, culturelle et associative	27	4	106	74	135
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	81	80	324	304	304
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	220	138	999	784	983
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires (1)	0	0	0	0	267
Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières (2)	109	35	580	395	348
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	56	47	205	179	158
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	56	56	214	210	211
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	54	57	667	1 009	1 234
Aide économique et financière au développement	1	10	117	464	597
Solidarité à l'égard des pays en développement	53	47	550	545	637
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement (1)	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	18	42	1 796	1 725	1 776
Liens entre la Nation et son armée	6	2	16	8	10
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	13	33	1 696	1 683	1 732
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	8	85	33	34
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	49	50	235	231	219
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	31	33	123	123	119
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	17	72	68	64
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	414	208	1 246	733	689
Patrimoines	176	61	415	216	229
Création	129	74	378	172	129
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	109	73	452	345	330
DEFENSE	6 870	3 658	16 688	14 878	14 778
Environnement et prospective de la politique de défense	54	126	403	536	521
Préparation et emploi des forces	589	726	3 078	3 027	2 901
Soutien de la politique de la défense	1 863	1 795	7 917	7 715	7 484
Equiperment des forces	4 363	1 011	5 289	3 600	3 871
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	155	104	481	380	359
Coordination du travail gouvernemental	43	36	194	157	127
Protection des droits et libertés	4	4	32	34	36
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	108	65	255	189	196
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	476	936	6 673	4 682	4 106
Infrastructures et services de transports	164	326	2 243	1 747	1 381
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	13	3	92	41	52
Météorologie (1)	0	0	0	0	49
Paysages, eau et biodiversité	23	32	149	77	71
Expertise, information géographique et météorologie (2)	0	23	365	196	47
Prévention des risques	13	19	91	57	58
Energie, climat et après-mines	16	95	310	345	228
Service public de l'énergie	11	185	2 326	1 117	1 017
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	235	254	1 096	1 100	1 203



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2017		Cumul à fin avril 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	255	157	877	754	572
Développement des entreprises et du tourisme	185	108	414	312	359
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	56	34	155	131	159
Stratégie économique et fiscale	15	15	308	311	53
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	336	170	15 064	3 962	4 533
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	253	130	759	410	383
Aide à l'accès au logement	0	0	14 216	3 481	4 031
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	82	40	89	70	119
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable (2)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	15 171	15 221	15 626	15 711	16 934
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	15 206	15 206	15 489	15 489	16 856
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	11	11	8
Epargne	15	15	58	58	70
Majoration de rentes	0	0	117	117	0
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	-50	0	-50	35	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 954	6 467	24 968	24 663	23 583
Enseignement scolaire public du premier degré	1 774	1 780	7 170	7 162	6 726
Enseignement scolaire public du second degré	2 729	2 738	10 893	10 877	10 568
Vie de l'élève	553	975	2 727	2 613	2 377
Enseignement privé du premier et du second degrés	589	650	2 821	2 814	2 726
Soutien de la politique de l'éducation nationale	170	174	798	674	653
Enseignement technique agricole	139	151	560	523	533
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	890	905	3 769	3 582	3 639
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	700	699	2 771	2 664	2 648
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	64	72	383	344	326
Facilitation et sécurisation des échanges	123	121	510	488	555
Entretien des bâtiments de l'Etat (1)	0	0	0	0	28
Fonction publique	4	13	105	86	82
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	92	49	624	379	357
Immigration et asile	88	43	577	336	273
Intégration et accès à la nationalité française	4	6	47	43	85
INVESTISSEMENTS D'AVENIR (3)	650	0	2 600	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche (3)	0	0	550	0	0
Valorisation de la recherche (3)	500	0	700	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises (3)	150	0	1 350	0	0
JUSTICE	855	841	3 169	2 860	2 593
Justice judiciaire	278	282	1 141	1 137	1 116
Administration pénitentiaire	296	287	1 258	1 061	973
Protection judiciaire de la jeunesse	81	69	338	256	247
Accès au droit et à la justice	168	167	294	290	156
Conduite et pilotage de la politique de la justice	33	35	137	115	99
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	2	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	14	42	317	167	159
Presse	3	36	92	88	83
Livre et industries culturelles	11	6	226	79	72
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (1)	0	0	0	0	4
OUTRE-MER	83	64	1 168	614	710
Emploi outre-mer	-1	18	1 003	438	489
Conditions de vie outre-mer	84	47	165	176	222



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2017		Cumul à fin avril 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POLITIQUE DES TERRITOIRES	26	30	120	107	93
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	8	11	23	39	63
Interventions territoriales de l'Etat	1	9	2	14	3
Politique de la ville	17	10	94	53	27
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	988
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	14	14	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	193	5 322	22 857	12 785	11 872
Formations supérieures et recherche universitaire	70	3 142	12 476	6 379	6 176
Vie étudiante	1	328	1 674	1 137	1 083
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	58	1 392	5 707	3 053	2 896
Recherche spatiale	0	138	1 395	744	567
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	144	1 018	1 039	775
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	16	48	384	247	198
Recherche duale (civile et militaire)	0	70	70	70	70
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	3	2	1
Enseignement supérieur et recherche agricoles	48	59	130	115	107
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	21	476	4 996	2 564	2 616
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	21	335	3 056	1 606	1 604
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	0	759	276	275
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	141	1 181	681	737
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	587	223	1 009	661	829
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	570	165	924	571	823
Concours spécifiques et administration	16	59	84	90	5
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	6 409	6 428	27 124	27 117	26 758
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 206	6 225	25 839	25 831	24 876
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	203	203	1 286	1 286	1 882
SANTE	4	25	1 075	384	388
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	4	25	368	101	133
Protection maladie	0	0	708	283	255
SECURITES	1 743	1 588	6 965	6 309	5 928
Police nationale	912	828	3 481	3 303	3 150
Gendarmerie nationale	803	735	3 332	2 855	2 630
Sécurité et éducation routières	3	2	8	6	4
Sécurité civile	26	24	143	145	144
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	193	2 932	15 026	7 435	5 662
Inclusion sociale et protection des personnes	109	864	4 395	1 815	1 119
Handicap et dépendance	0	1 980	9 731	5 168	4 097
Egalité entre les femmes et les hommes	2	2	4	4	1
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	82	86	897	448	445
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	35	132	564	339	199
Sport	2	4	157	92	83
Jeunesse et vie associative	33	127	406	247	116
TRAVAIL ET EMPLOI	1 521	1 226	9 653	5 565	4 707
Accès et retour à l'emploi	537	932	4 782	2 927	2 928
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	927	196	4 605	2 367	1 520
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	40	29	46	40
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	57	57	237	225	219
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	43 677	47 900	189 698	143 322	139 593
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	37 268	41 472	162 573	116 205	112 834

(1) suppression en 2017
(2) changement de libellé en 2017
(3) création en 2017



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	4 620	27 573	28 202	28 202
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	103	495	485	485
Impôt sur les sociétés (C)	269	11 856	11 482	11 482
Impôt sur les sociétés	264	11 603	11 246	11 246
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	5	253	236	236
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	302	1 288	1 694	1 694
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	81	290	229	229
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	126	413	517	517
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	43	247	314	314
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	19	20	17	17
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	1	1
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	3	3	3
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	9	7	7
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	8	25	30	30
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	4	5	5
Recettes diverses	22	276	569	569
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	730	3 108	4 837	4 843
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	17 868	68 931	66 454	66 408
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 646	11 233	8 687	8 160
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	27	157	155	155
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	14	60	54	54
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	5	3	3
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	94	524	660	660



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	816	3 473	3 223	3 223
Contribution de sécurité immobilière	50	223	199	199
Autres conventions et actes civils	42	177	220	220
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	30	128	130	130
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	14	55	48	48
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	13	65	104	104
Timbre unique	-12	102	46	46
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 611	4 034	1 629	1 102
Autres droits et recettes accessoires	1	2	2	2
Amendes et confiscations	3	9	6	6
Taxe générale sur les activités polluantes	2	5	57	57
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	2	85	46	46
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	19	22	22
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	17	18	18
Taxe sur certaines dépenses de publicité	22	23	24	24
Taxe de l'aviation civile	0	0	9	9
Taxe sur les installations nucléaires de base	575	575	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	14	19	19
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	157	696	687	687
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	62	213	213	213
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	39	138	138	138
Prélèvement sur les paris sportifs	34	97	93	93
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	20	22	22
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	10	245	244	244
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	21	69	39	39
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	27 538	124 484	121 842	121 274
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	21 110	97 367	95 084	94 516



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	28	123	47	47
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	95	25	25
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	28	28	21	21
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	200	459	1 266	1 266
Revenus du domaine public non militaire	18	41	69	69
Autres revenus du domaine public	3	76	76	76
Revenus du domaine privé	0	0	21	21
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	6	76	718	718
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	172	262	284	284
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	95	95
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	4	4	4
Produits de la vente de biens et services (C)	83	280	284	284
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	38	84	106	106
Autres frais d'assiette et de recouvrement	45	191	173	173
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	2	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1
Autres recettes diverses	0	3	2	2
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	36	83	98	98
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	12	28	37	37
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	1	2	2
Intérêts des autres prêts et avances	24	27	24	24
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	15	25	25
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	10	7	7



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	60	344	1 099	1 099
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	7	115	799	799
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	6	10	1	1
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	1	2	1	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	44	165	245	245
Frais de poursuite	1	3	3	3
Frais de justice et d'instance	1	4	4	4
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	241	645	645	645
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur (1)	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	186	192	233	233
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	18	57	48	48
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	2	2	2
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	3	3	3
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	2	3	3
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	2	2
Récupération d'indus	3	10	8	8
Recouvrements après admission en non-valeur	10	43	49	49
Divers versements de l'Union européenne	0	10	12	12
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	8	8	8
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	14	7	7
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	12	97	88	88
Produits divers	2	156	105	105
Autres produits divers	4	49	76	76
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	650	1 935	3 438	3 438

(1) changement de libellé en 2017



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 026	-12 076	-12 969	-12 980
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 567	-10 267	-10 930	-10 941
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-4	-4	-4
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-191	-656	-727	-727
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-3	-2	-2
Dotation élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-25	-23	-23
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-1	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	-3	-3
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-260	-1 092	-1 108	-1 108
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	-2	-2
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011) (1)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-28	-28	-28
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	-143	-143
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 558	-6 231	-6 641	-6 641
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 584	-18 306	-19 610	-19 621
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	120	866	465	465
Fonds de concours - coopération internationale	33	86	90	90
TOTAL FONDS DE CONCOURS	153	951	556	556



unité : million d'€

	Mois d'avril		Cumul à fin avril					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 353	6 506	25 570	20 157	25 750	22 292	180	2 135
Aides à l'acquisition de véhicules propres	29	33	62	58	111	85	50	27
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	111	161	135	355	565	543	431	188
Développement agricole et rural	1	2	5	2	11	12	6	9
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	14	31	98	137	127	125	29	-12
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	24	40	0	31	18	-9	18
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	27	36	72	144	104	153	32	9
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	123	94	4 506	320	1 337	1	-3 169	-319
Pensions	5 048	5 547	18 800	18 644	20 853	20 320	2 053	1 676
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	400	0	358	19	-42	19
Transition énergétique	0	577	1 452	497	2 252	1 015	800	518
Comptes de concours financiers	8 677	3 270	41 628	39 543	13 633	13 404	-27 995	-26 140
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	7	3	7 216	5 613	20	38	-7 196	-5 575
Avances à l'audiovisuel public	328	259	1 310	1 289	836	842	-474	-447
Avances aux collectivités territoriales	8 323	2 948	33 006	32 551	12 566	12 373	-20 440	-20 178
Prêts à des Etats étrangers	20	60	96	90	136	143	40	53
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	0	75	7	75	7
Comptes de commerce	15 568	15 604	17 975	19 329	22 174	19 697	4 199	368
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	48	28	166	124	244	251	78	128
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	12	11	51	48	52	52	1	4
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	1 187	1 415	1 187	1 415	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	25	52	116	124	271	357	155	232
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	15 459	15 374	16 199	17 597	16 199	17 597	0	-1
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	1	0	3	0	0	0	-3	0
Opérations commerciales des domaines	4	4	12	13	13	19	2	6
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	-3	8	8	3	6	-5	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur (1)	17	137	233	0	4 205	0	3 971	0
Comptes d'opérations monétaires	41	35	475	10 524	266	267	-208	-10 257
Emission des monnaies métalliques	14	9	45	57	38	44	-7	-13
Opérations avec le Fonds Monétaire International	27	20	382	10 467	223	217	-159	-10 251
Pertes et bénéfices de change	0	5	48	0	5	7	-43	7
TOTAL COMPTES SPECIAUX	29 638	25 415	85 649	89 554	61 824	55 660	-23 825	-33 894
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	29 612	25 394	85 267	79 087	61 601	55 443	-23 666	-23 644

(1) création en 2017



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2017
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	445	55	500
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	287	213	500
	Total organismes à caractère financier	742	268	1 010
	CEPL			
	Régions	1 866	962	2 828
	Départements	5 232	-476	4 757
	Communes	23 185	-1 869	21 316
	HLM	567	-165	402
	Autres	22 134	-33	22 101
	Total CEPL	52 984	-1 582	51 403
	Etablissements publics de santé	5 010	360	5 370
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 693	2 717	13 410
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 774	-396	3 378
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 818	2 287	5 105
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	820	1 682
	Total établissements publics nationaux	18 146	5 429	23 575
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	6 124	1 499	7 622	
Union européenne	3 786	-1 369	2 417	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	52	2	53	
GIP	662	186	848	
EPL	2 305	977	3 282	
Autres correspondants	12 464	-4 154	8 310	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	41	-41	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 525	-3 031	12 493	
Total Dépôts de fonds du Trésor	102 316	1 574	103 890	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	9	0	9
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	9	0	9
Total Passif (A)		102 325	1 575	103 899
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		102 324	1 575	103 899



	Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2017
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 620 619	42 353	1 662 973
Titres négociables à moyen et long terme	1 486 694	29 432	1 516 127
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 451 194	45 592	1 496 787
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 251 637	38 358	1 289 995
- <i>taux variable</i>	180 172	7 034	187 206
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	35 500	-16 160	19 340
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	35 500	-16 160	19 340
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	133 925	12 921	146 846
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	133 925	12 921	146 846
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	7 135	-2	7 132
TOTAL (A+B+C)	1 627 754	42 351	1 670 105



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2016 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2016 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2017.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

Dettes financières de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.